

## CADRE D'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES JEUNES MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL

### APERÇU

L'objectif du présent document est de donner au Groupe des investisseurs (GI) un aperçu des investissements du Mécanisme de financement mondial (GFF) en faveur des organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par les jeunes, en soulignant plus particulièrement la manière dont ces investissements ont soutenu les efforts d'amélioration en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, et de nutrition (SRMNIA-N). Le présent document rend compte des progrès réalisés dans le [cadre d'engagement des OSC et des jeunes du GFF](#) (2021-2025) et décrit les domaines prioritaires nécessitant des investissements et des efforts supplémentaires pour réaliser pleinement les objectifs du partenariat afin de renforcer le rôle de la société civile et des jeunes dans la promotion de sa mission.

### ACTION REQUISE

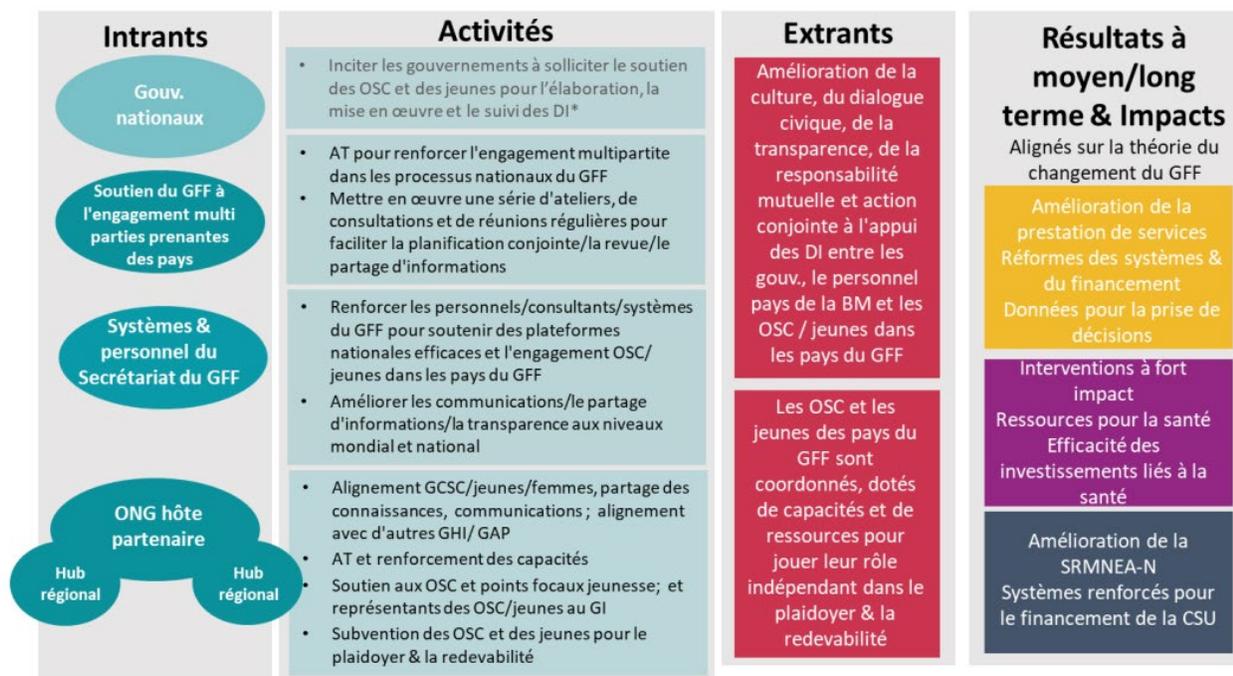
Il est demandé au Groupe des investisseurs de fournir des orientations sur l'approche des OSC adoptée par le GFF à ce jour et sur la prochaine phase d'engagement des OSC et des jeunes.

## PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR

Depuis sa création en 2015, le GFF a progressivement renforcé l'engagement de la société civile et des jeunes en se concentrant sur l'augmentation des investissements et de l'assistance technique, et en renforçant la voix et la collaboration avec la société civile et les organisations dirigées par des jeunes. Cela comprend également une représentation accrue de la société civile et des jeunes dans les plateformes nationales et le GI, une coalition croissante dans le cadre du Groupe de coordination de la société civile (CSCG) et des liens étroits avec d'autres OSC clés, y compris au sein du Fonds mondial, Gavi, les réseaux d'OSC et le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (PMNCH).

Lancé en 2020, le cadre d'engagement des OSC et des jeunes (voir **figure 1**) a permis d'accélérer les efforts en vue d'un soutien plus constant, cohérent et durable à l'engagement de la société civile et des jeunes dans l'ensemble du partenariat, aux niveaux national et mondial. Cet engagement s'est appuyé sur quatre éléments clés en tant que modalités de mise en œuvre : (1) travailler par l'intermédiaire du gouvernement du pays ; (2) apporter un soutien du GFF pour l'engagement du pays ; (3) tirer parti du personnel et des systèmes du Secrétariat du GFF ; et (4) apporter un soutien via une ONG partenaire hôte.

**Figure 1. Cadre d'engagement des organisations de la société civile et des jeunes du GFF**



Source : Mécanisme de financement mondial.

## PRINCIPAUX APPORTS

- Soutien du GFF aux gouvernements des pays et à l'engagement multipartite des pays :** Renforcer l'engagement des OSC, des jeunes et des organisations dirigées par les femmes dans les plateformes nationales et la mise en œuvre du dossier d'investissement (DI) par le biais d'une assistance technique

spécifique, d'un dialogue renforcé et d'incitations gouvernementales à l'engagement dans le processus de mise en œuvre du dossier d'investissement.

Au cours des cinq dernières années, le partenariat du GFF a soutenu l'amélioration de l'engagement multipartite dans les pays afin de favoriser un environnement de dialogue civique, de responsabilité mutuelle, de transparence, d'égalité des sexes et d'inclusivité, conformément aux principes fondamentaux du GFF. Il s'agissait notamment de relever les défis liés aux capacités, aux incitations et aux ressources pour un engagement et une coordination efficace entre le gouvernement, le personnel de la Banque mondiale et du GFF, les OSC et les jeunes. Des efforts supplémentaires ont été déployés pour faciliter un meilleur partage de l'information et des processus d'examen afin de faciliter la responsabilité mutuelle et l'action conjointe.

Par exemple, la Plateforme mondiale de la jeunesse a été créée pour se concentrer sur la coordination, le partage des ressources et le renforcement des capacités des jeunes leaders dans les pays soutenus par le GFF. Elle vise à encourager un mouvement dirigé par les jeunes, en tirant parti de leur expertise pour accélérer les progrès vers les objectifs des pays en matière de santé et de nutrition et garantir la représentation des jeunes dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Au niveau national, ces efforts se sont traduits par une représentation accrue des OSC et des jeunes dans les plateformes nationales, où ils participent à des groupes de travail techniques et contribuent à la planification, l'élaboration et au suivi des dossiers d'investissement, ainsi qu'à la planification annuelle du travail et à l'examen des performances.

Conformément aux objectifs du GFF de rapprocher les objectifs des OSC aux projets cofinancés, au dossier d'investissement et à la plateforme nationale, certains pays ont pu intégrer des activités d'engagement citoyen au sein du projet. C'est le cas au Sénégal, où le projet ISMEA (Investing in Maternal, Child and Adolescent Health Project), financé par la Banque mondiale et le GFF, a intégré des activités menées par les OSC, en collaboration avec la coalition des jeunes du GFF, et étudie l'extension d'un projet de responsabilisation sociale des communautés soutenu par le GFF et mené par des jeunes, et utilisé comme modèle dans plusieurs pays de la région.

## 2. Personnel et systèmes du Secrétariat du GFF : Tirer parti du personnel et des systèmes du Secrétariat du GFF pour soutenir l'engagement des OSC, des jeunes et des organisations dirigées par les femmes dans le cadre du modèle du GFF.

**Gouvernance** : Le partenariat du GFF s'est efforcé de garantir une représentation diversifiée de la société civile et de la jeunesse au sein du GI. Au départ, il n'y avait que deux sièges pour les OSC, l'un provenant d'un pays à revenu élevé et l'autre d'un pays à faible revenu. Reconnaissant la nécessité d'une plus grande inclusion et répondant à une demande des défenseurs de la jeunesse, le GI a accueilli un représentant de la jeunesse pour assurer un équilibre entre les voix francophones et anglophones. Chaque représentant, y compris celui de la jeunesse, a un suppléant, ce qui porte à six le nombre total d'OSC et de jeunes au sein du GI.

**Indicateurs clés de performance** : Depuis l'élaboration du cadre d'engagement des OSC et des jeunes, le Secrétariat du GFF a intégré de nouveaux indicateurs clés de performance (ICP) pour suivre les progrès de sa stratégie 2021-2025. Ces indicateurs comprennent le suivi de la participation des OSC et des jeunes aux plateformes nationales et à l'élaboration des dossiers d'investissement. Selon les données préliminaires partagées avec le GI en novembre 2023, dans 17 pays du GFF, la société civile et les jeunes ont été activement impliqués dans l'élaboration du dossier d'investissement du pays. Bien qu'il s'agisse d'une étape importante pour suivre les

progrès, elle a également montré la nécessité de désagréger l'indicateur afin de mieux saisir la répartition de la participation de la société civile par rapport à celle des jeunes. Ce changement est en cours d'intégration et sera reflété dans le rapport de l'année prochaine.

**Stratégie** : Au cours des trois dernières années, le GFF a renforcé l'engagement des OSC et des jeunes, les communications et les consultations aux niveaux mondial et national. Dans le même temps, il a également intégré l'engagement des OSC dans les domaines clés de sa stratégie.

- *Genre et droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)* : Les OSC et les jeunes jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre du plan d'accélération du GFF en matière de DSSR et de la feuille de route sur le genre, qu'il s'agisse de plaider en faveur de réformes des politiques en matière de DSSR et de genre, d'établir des mécanismes de responsabilisation pour garantir la mise en œuvre des politiques ou de veiller à ce que des services de santé équitables et de qualité soient fournis aux personnes qui en ont le plus besoin. Par exemple, au Libéria, *Public Health Initiative Liberia* travaille dans le cadre d'une approche globale qui fait le lien entre le plaidoyer politique et les interventions communautaires. L'organisation participe à des dialogues politiques de haut niveau sur les questions de droits et santé sexuels et reproductifs des adolescents et des femmes, y compris le mariage des enfants et les grossesses chez les adolescentes, dans le cadre de la plateforme nationale. En outre, elle travaille au niveau local en s'engageant auprès des clubs de santé scolaires et des communautés.
- *La nutrition* : Les coalitions d'OSC pour la nutrition ont suivi les engagements pris par leurs gouvernements en matière de nutrition, en plaidant avec succès pour l'intégration de la nutrition dans les budgets et en rendant compte de l'efficacité des interventions en matière de nutrition. Par exemple, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal, les coalitions *Scaling Up Nutrition*, soutenues par des subventions du GFF Hub par l'intermédiaire de [Population Action International](#) (PAI), collaborent avec les gouvernements nationaux et locaux pour influencer les budgets et intégrer des indicateurs de nutrition dans les programmes de santé. Au Sénégal, une organisation de jeunes s'attaque spécifiquement au problème de l'anémie des adolescentes par le biais d'efforts de plaidoyer dans l'une des régions soutenues par le GFF.
- *Financement de la santé* : Reconnaisant la nécessité de coordonner et d'aligner les efforts pour soutenir le programme de financement de la santé des OSC, plusieurs initiatives de santé mondiale, dont Gavi, le GFF, le Fonds mondial, PMNCH et UHC 2030, ont lancé le [programme d'apprentissage conjoint](#) (JLA) sur le financement de la santé pour la couverture sanitaire universelle dans 20 pays d'Afrique subsaharienne (voir **encadré 1**).
- *Données et preuves* : Le GFF a récemment commencé à mettre en œuvre des activités pour le réseau ADLAB (Adolescent Health Learning, Action, and Benchmarking network), qui s'efforce de développer les preuves et l'apprentissage sur les interventions efficaces en matière de santé des adolescents, d'augmenter les investissements, de rendre les programmes de santé plus réactifs aux besoins des adolescents et de redéfinir comment mesurer de la santé des adolescents de manière holistique (voir **l'encadré 2**).

### **Encadré 1. Programme d'apprentissage commun (JLA)**

S'appuyant sur des efforts antérieurs tels que le [Plan d'action mondial](#), le [Financement stratégique de la santé](#) et les [Accélérateurs d'engagement de la communauté et de la société civile](#), le programme *Joint Learning Agenda* (JLA), géré par le GFF, vise à renforcer la capacité et la collaboration entre les organisations de la société civile pour plaider en faveur d'une augmentation de l'investissement national dans le domaine de la santé. Le programme, mis en œuvre par WACI Health et Impact Santé Afrique, a reçu un investissement total de 1 060 000 dollars, du GFF (400 000 dollars), de Gavi (600 000 dollars) et du Fonds mondial (60 000 dollars). Plus de 400 représentants d'OSC d'Afrique subsaharienne ont reçu une formation sur le financement de la santé, le plaidoyer en faveur de la couverture sanitaire universelle (CSU) et l'analyse des politiques fondée sur des données probantes, ce qui leur a permis de s'engager efficacement auprès des décideurs. En plus du programme de formation des formateurs, les OSC ont établi une communauté de pratique avec une collaboration active au sein des pays et à travers la région. Au Cameroun, une coalition de plus de 360 OSC axées sur le financement de la santé et la santé publique universelle a lancé le "défi de l'inscription à la CSU". En partenariat avec le ministère de la santé publique, cette initiative réussie a permis de passer de 145 000 à 2 millions de nouvelles inscriptions à la CSU entre août et décembre 2023. À Madagascar, le plaidoyer des OSC a soutenu une augmentation du budget de la santé de 7,8 % en 2022 à 8,48 % en 2023. Le budget consacré à l'achat de contraceptifs a doublé en 2023. Après une campagne médiatique d'un an, la coalition des OSC de Tanzanie, menée par la Fondation Mkapa, a remporté une victoire majeure avec la signature par le président du projet de loi sur l'assurance maladie universelle.

### **Encadré 2. La voix des jeunes, moteur de la recherche sur la mise en œuvre de la santé des adolescents**

Le GFF a récemment commencé à mettre en œuvre des activités au sein du réseau ADLAB (Adolescent Health Learning, Action, and Benchmarking network). Les objectifs d'ADLAB comprennent le renforcement des données et de l'apprentissage sur les interventions efficaces en matière de santé des adolescents, l'augmentation des investissements, l'amélioration de la réactivité des programmes de santé aux besoins des adolescents et la redéfinition de mesure de la santé des adolescents d'une manière holistique. Le projet se concentre sur l'engagement des jeunes dans la recherche sur la mise en œuvre, sur la collecte de données numériques pour mesurer les perceptions et les expériences des adolescents, et sur le soutien à la participation des jeunes dans les processus politiques nationaux. Un partenariat avec la Plateforme mondiale de la jeunesse permet de s'assurer que les jeunes sont représentés et s'engagent de manière significative dans le comité directeur de l'ADLAB, qu'ils peuvent contribuer à des discussions stratégiques plus larges avec des organisations partenaires travaillant sur la santé des adolescents, et qu'ils informent la planification et la mise en œuvre. À Madagascar, le réseau de jeunes a participé à la révision du dossier d'investissement en SRMNIA-N afin d'assurer la prise en compte des priorités des jeunes. Au Cambodge, un programme de bourses de neuf mois destiné à 15 jeunes chercheurs en politique de santé permettra d'élaborer des études de cas sur la santé des adolescents, avec le soutien de mentors chercheurs, et de les diffuser par l'intermédiaire de plateformes nationales et régionales.

**ONG partenaire d'accueil** : Permettre une société civile plus forte et indépendante et un mouvement dirigé par des jeunes pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents dans les pays du GFF par l'intermédiaire d'une seule ONG partenaire.

Dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale, l'organisation d'accueil des OSC du GFF, [Population Action International](#) (PAI), soutient la mise en œuvre de la stratégie. Plus précisément, les objectifs clés de ce projet étaient les suivants (les détails peuvent être trouvés dans le [document de projet](#)) :

- **Coordonner une plateforme solide pour les OSC et les jeunes du GFF** par l'intermédiaire du CSCG du GFF afin de garantir une voix unifiée et de maximiser leur influence sur les objectifs en santé mondiale.
- **Apporter une assistance technique et renforcer les capacités** pour permettre aux OSC et aux jeunes d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour participer efficacement aux processus du GFF, contribuer de manière significative aux dossiers d'investissement des pays et demander des comptes aux gouvernements.
- **L'attribution de petites subventions pour le plaidoyer et la responsabilité**, permettant aux OSC et aux jeunes de mener des campagnes de plaidoyer percutantes et de suivre les investissements du GFF dans les pays.

Depuis 2022, PAI a alloué plus de 2,7 millions de dollars US en petites subventions à 51 organisations dans 28 pays partenaires du GFF (voir **tableau 1**).

**Tableau 1. Sélection de résultats de décaissements de subventions par l'intermédiaire du PAI depuis 2022**

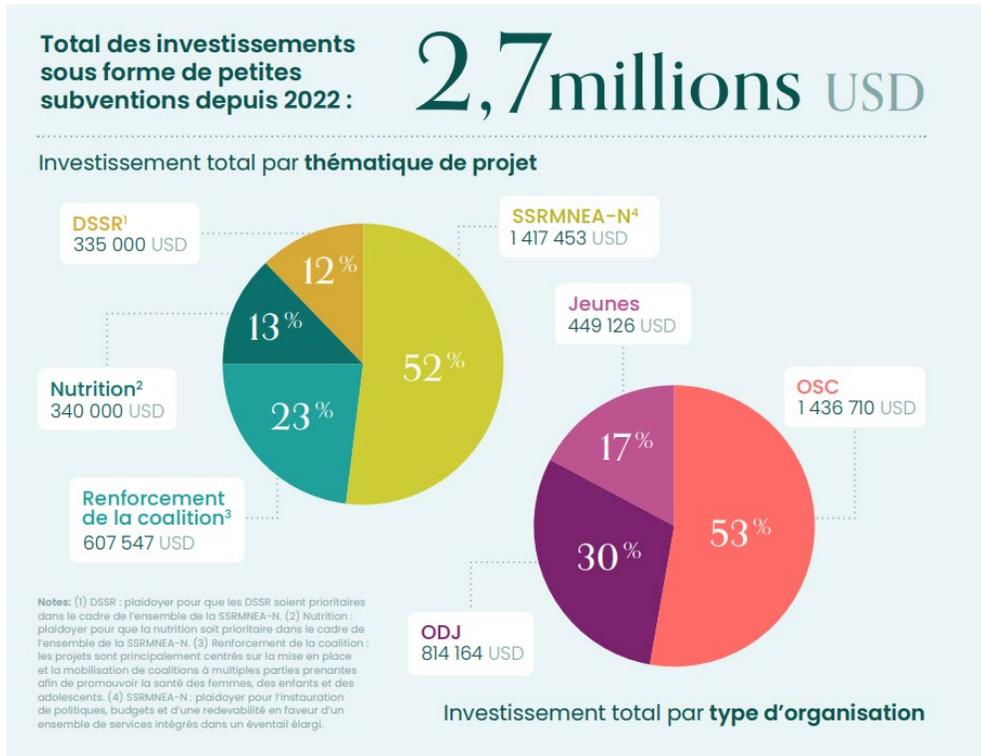
PAYS	NOM DE L'ORGANISATION	RÉALISATION
<b>Ghana</b>	Centre pour l'amélioration des capacités pour le bien-être des personnes vulnérables (CIWED)	Renforcement des capacités des organisations de la société civile, des animateurs de jeunesse et des médias afin d'accroître l'engagement et la défense des intérêts de la communauté, ce qui a permis au service de santé du Ghana, aux assemblées de district et au ministère de la protection sociale et du développement communautaire de mieux se concentrer sur les questions de santé.
<b>Niger</b>	Tous Unis pour la Nutrition TUN	Les engagements et le plaidoyer soutenus de la coalition ont conduit les maires, les maires adjoints, les secrétaires généraux et les responsables des services techniques du gouvernement à s'engager à prendre en compte la nutrition dans les plans de développement communaux (PDC) 2024-2029 et à consacrer un budget aux enfants souffrant de malnutrition dans leurs municipalités.
<b>Nigéria</b>	Initiative pour la santé dans les bidonvilles et en milieu rural	Création de groupes dirigés par des femmes dans 10 communautés rurales pour diffuser et éduquer les femmes et les adolescents par le biais de l'application Simbihealth, en fournissant une éducation sexuelle complète, une éducation à la santé mentale et des compétences de vie.
<b>Kenya</b>	Organisation de la jeunesse africaine	Mobilisation de 17 organisations de jeunes pour défendre la santé des adolescents et des jeunes, ce qui a conduit à la mise en place de la première politique de santé des adolescents au Kenya (2024-2030) et à la suppression des frais de services de planification familiale proposés.

PAYS	NOM DE L'ORGANISATION	RÉALISATION
<b>Malawi</b>	Programme d'éducation à la santé et aux droits	Le plaidoyer a permis d'augmenter l'allocation du budget national de la santé de 8,5 % à 12,2 %, ce qui a considérablement accru le financement de la santé des femmes et des adolescents.
<b>Mali</b>	Centre Sahélien de Prestations, d'Etudes, d'Ecodéveloppement et de Démocratie Appliquée (CSPEEDA)	Des engagements ont été pris pour augmenter le budget des programmes de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et de nutrition (SRMNCAH-N), notamment 3,6 millions de francs CFA (6 000 dollars) pour le renforcement des capacités des agents de santé communautaires et 7 millions de francs CFA (11 500 dollars) pour équiper le centre de santé communautaire de Zana, réduisant ainsi de 60 km la distance à parcourir par les patients.
<b>Mozambique</b>	Associação Observatório do Cidadão	Obtenu un financement accru et un soutien politique pour la santé sexuelle et reproductive des adolescents grâce à des efforts de plaidoyer importants.
<b>Sierra Leone</b>	Alerte sanitaire	A plaidé avec succès pour la suppression des frais d'utilisation des services de santé maternelle dans la zone du projet, en dépit de la politique de non-paiement de la part de l'utilisateur.
<b>Ouganda</b>	Initiative "La foi pour la santé familiale" (3FHi)	Le plaidoyer a permis d'améliorer le financement des produits de santé reproductive, en augmentant l'allocation budgétaire de 7 %. L'organisation a également mis au point un suivi des engagements et des politiques pour le dossier d'investissement, approuvé par les principales parties prenantes.
<b>Ouganda</b>	Réseau national pour la santé des jeunes (NYHN)	Réalisation d'une analyse coûts-avantages des services adaptés aux besoins des jeunes et orientation des dirigeants régionaux sur les processus nationaux et mondiaux du RMNCAH-N. Un forum sur la santé des adolescents a été organisé à Busoga afin de combler les lacunes dans l'accès des filles aux produits d'hygiène menstruelle.

Source : PAI et GFF.

La figure 2 présente les grandes lignes de l'attribution des subventions du GFF, par projet et par type d'organisation : <sup>1</sup>

**Figure 2. Allocations de subventions du GFF aux OSC et aux partenaires dirigés par des jeunes, en fonction de l'objectif du projet et du type d'organisation**



## LEÇONS TIRÉES

Grâce à des mécanismes de partage d'information variés et permanents, notamment des missions de supervision, des enquêtes et des ateliers, trois domaines essentiels sont apparus comme des leçons clés.

- Créer un environnement favorable** : Bien que le GFF ait fait des efforts pour inclure les OSC et les jeunes dans les processus nationaux, l'expérience de la mise en œuvre a révélé des défis et des limites persistants pour un engagement significatif dans certains cas. Il a donc fallu renforcer les structures et les processus et identifier les OSC et les jeunes partenaires adéquats afin de mieux comprendre leur rôle et leur contribution aux objectifs nationaux en matière de santé et de nutrition. Ces initiatives, qui comprennent des dialogues nationaux, des consultations et des tables rondes avec les gouvernements, les collègues du GFF et de la Banque mondiale et d'autres partenaires, visaient à améliorer l'engagement significatif de la société civile et des jeunes dans les processus politiques nationaux, la gouvernance locale, créant ainsi

<sup>1</sup> Notes : (1) DSSR : plaidoyer pour la priorisation des DSSR dans le cadre du paquet SSRMNIA-N. (2) Nutrition : Plaidoyer pour la priorisation de la nutrition dans le cadre du paquet SSRMNIA-N. (3) Renforcement des coalitions : Projets axés principalement sur la création et la mobilisation de coalitions multipartites pour faire progresser la santé des femmes, des enfants et des adolescents. (4) SSRMNIA-N : plaidoyer en faveur des politiques, des budgets et de la responsabilité pour un ensemble intégré de services à travers un spectre complet.

des espaces pour une collaboration continue. Toutefois, il est possible de rapprocher l'engagement des OSC et des jeunes des projets cofinancés, du dossier d'investissement et de la plateforme nationale afin de garantir une participation significative à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des programmes nationaux. L'ajout d'un ICP suivi par le Secrétariat du GFF est également un moyen important de s'assurer que les processus nationaux impliquent les OSC et les jeunes. Les subventions et l'assistance technique fournies par l'organisation hôte ont démontré le potentiel que peuvent exploiter les OSC pour s'engager dans les dialogues nationaux ; toutefois, le retour d'information continu a mis en évidence la nécessité d'un engagement plus profond. Dans le même temps, les partenaires bilatéraux peuvent continuer à jouer un rôle de facilitation dans l'engagement de la société civile et de la jeunesse.

- **Soutien direct aux OSC** : Les OSC et les organisations de la jeunesse ont exprimé leur reconnaissance pour les subventions accordées dans le cadre du GFF. Cependant, étant donné la nature à court terme (12 mois) et le montant des subventions, les OSC et les organisations dirigées par les jeunes n'ont pas la stabilité financière nécessaire pour planifier à long terme et faire face aux perturbations. Cela les empêche également de renforcer efficacement leurs capacités en matière de plaidoyer, de responsabilisation, de mobilisation des ressources et de financement de la santé. Cela est particulièrement vrai pour les petites organisations, les organisations de base et les organisations de jeunes. Le plaidoyer prend du temps, et le paysage en constante évolution dans les pays du GFF nécessite un engagement soutenu sur plusieurs années pour que les OSC et les jeunes puissent influencer les politiques et les programmes, ce qui est difficile avec un financement à court terme. Les subventions à plus long terme peuvent aider à garantir que les projets de la société civile et des jeunes intègrent la collecte, l'analyse et l'utilisation des données en SRMNIA-N, tout en contrôlant les progrès et l'impact qu'ils ont sur le terrain.
- **Soutien différencié à l'assistance technique** : Dans les pays partenaires du GFF, la demande d'assistance technique en matière de financement de la santé, de responsabilité et de suivi des résultats au niveau communautaire augmente parmi les OSC et les jeunes. Cependant, en raison de la diversité de ces organisations, il est nécessaire d'adopter une approche différenciée de l'assistance technique afin de mieux répondre à leurs besoins. Cela est dû à la diversité des OSC et des jeunes, mais aussi à une différence de compréhension du processus et du modèle du GFF, en fonction de l'ancienneté de l'engagement de leur pays dans le GFF. Certains des projets réussis, qui servent de meilleures pratiques déjà utilisées dans les pays partenaires, sont également à un stade de maturation qui nécessiterait un soutien supplémentaire pour intensifier et passer à l'échelle leurs interventions.
- **Résultats** : Des efforts continus ont permis de comprendre les résultats liés au travail des OSC à l'appui de cet agenda, mais il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les résultats, le processus et l'apprentissage de ce travail et d'y consacrer davantage de ressources. Par exemple, dans le cas de nombreuses organisations dirigées par des jeunes, elles n'ont souvent pas la capacité de collecter, d'analyser et de traduire efficacement les données en preuves ou en récits d'impact convaincants. Des ressources supplémentaires pourraient permettre de fournir une assistance technique et un mentorat sur mesure pour combler cette lacune, en capitalisant et en renforçant les initiatives réussies qui ont mûri et dont l'impact a déjà été démontré. Cela permettrait non seulement d'améliorer la capacité des bénéficiaires à mesurer et à communiquer leurs réalisations, mais aussi de contribuer à la constitution d'une base de données probantes plus solide pour les objectifs plus globaux.

- **Une coordination et une collaboration accrues entre les plateformes existantes** : Compte tenu des efforts plus larges déployés dans l'architecture de la santé mondiale pour assurer une plus grande collaboration, comme l'Agenda de Lusaka, il serait important que le travail des OSC soutenues par le GFF maximise également les possibilités d'alignement. Il existe actuellement de nombreuses possibilités d'améliorer la coordination des efforts des OSC réalisés au sein d'autres partenaires, tels que le Fonds mondial, Gavi, PMNCH, Family Planning 2030 (FP2030), UHC 2030 et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Il s'agirait d'une étape importante pour aider à susciter plus collectivement des efforts de plaidoyer et de responsabilisation sur la scène mondiale et dans les pays.

## PERSPECTIVES : QUESTIONS POUR DISCUSSION

Il est essentiel de maintenir la dynamique au cours des prochaines années et de fournir des ressources permanentes pour que la société civile et les jeunes continuent à s'engager de manière significative dans les processus nationaux et mondiaux, comme le soulignent l'analyse et les leçons tirées de l'expérience. Les questions ci-dessous ont pour but de stimuler la discussion alors que le Secrétariat cherche à obtenir des orientations sur la marche à suivre.

- Comment pouvons-nous améliorer les structures de financement et d'assistance technique pour renforcer l'engagement des OSC et des jeunes ? Quels sont les changements nécessaires pour soutenir une approche différente ? Quels sont les bons compromis à envisager ?
- Quels sont les domaines spécifiques dans lesquels une formation spécialisée et une assistance technique auraient le plus d'impact sur la capacité et l'efficacité des OSC et des jeunes ?
- Comment approfondir l'intégration des activités des OSC dans les projets existants afin de maximiser les efforts et l'impact ?
- Quels sont les domaines de collaboration qui peuvent contribuer à accroître l'impact ?